

La fiscalité suisse est si défavorable aux successions et aux transmissions d'entreprises que de nombreuses d'entre elles sont bloquées faute de solution viable économiquement, mettant la pérennité de l'entreprise en péril.

La transmission des entreprises sera facilitée

Quel est le problème?

Les PME suisses vont bientôt faire face à une vague de successions, leurs fondateurs arrivant à l'âge de la retraite. Quelque 60 000 entreprises, représentant 450 000 emplois, sont concernées, selon une étude de l'Université de Saint-Gall. Or, le système fiscal suisse est particulièrement désavantageux pour ce type d'opérations.

Les problèmes sont multiples et parfois très techniques. Que ce soit dans le cas où un indépendant ou un entrepreneur veut revendre sa société, dans celui où des héritiers veulent se partager une succession, les opérations sont grevées par une fiscalité très lourde et souvent sans rapport avec la réalité écono-

mique (voir l'exemple ci-contre).

Tous les fiscalistes peuvent vous raconter des histoires de transmission d'entreprise bloquée à cause de ces facteurs. «Sur dix dossiers de succession d'entreprise que nous traitons, cinq posent des problèmes pour des raisons fiscales et nous en abandonnons trois, car ils empêchent l'opération d'être viable économiquement», témoigne Pierre Kladny, managing partner de ValleyRoadCapital, un fonds spécialisé dans la transmission d'entreprises. Selon l'Université de Saint-Gall, 73 000 emplois environ seraient ainsi menacés par la faute d'une fiscalité inadéquate.

Les entreprises touchées sont avant tout les plus petites, et notamment celles en nom propre.

Quelle solution la réforme propose-t-elle?

Plusieurs mesures permettront de faciliter la transmission des entreprises. Elles ont pour nom: dégrèvement des bénéfices de liquidation, imposition différée des réserves latentes en cas de partage de la succession... L'atténuation de la double imposition économique va également dans ce sens. Les fiscalistes estiment que ces mesures permettront de favoriser la pérennité des petites entreprises.

Qu'en disent les référendaires?

Rien. Ils passent comme chat sur braises sur ce problème, pourtant très important pour l'avenir des PME suisses.

